

Connaissances pour le développement

Observatoire des sciences et des technologies au niveau pour le développement agricole et rural dans les pays ACP

Infolettre de février 2011

Ce bulletin d'information contient les dernières mises à jour du site '*Connaissances pour le développement*'.

Rejoignez-nous également sur *Twitter* et *Facebook*

Menu:

- CTA Programme S&T
- Dossiers du mois
- Développements
- Publications
- Bourses
- Événements
- Organisations

Lancement du blogue 'S&T' du CTA

Quels sont les acquis de la recherche participative et est-il temps d'y réfléchir ? Parlons-en.

Une invitation de Judith Francis



Après des années de promotion de la **recherche participative pour le développement agricole et rural** (DAR) dans le Sud, peut-on dire qu'il y a eu des progrès visibles dans la production scientifique – nombre de publications, qualité et pertinence scientifiques – ou dans les performances agricoles, la durabilité de l'environnement, le développement économique ou les moyens d'existence durables, dont la communauté scientifique des pays en développement ou les gouvernements de ces pays et leurs partenaires du Nord peuvent se vanter ?

Y a-t-il des gouvernements nationaux qui sont satisfaits des résultats en matière de contribution de l'agriculture au PIB, aux revenus des exportations, à la réduction de la pauvreté et à l'emploi, et augmentent-ils en conséquence leurs investissements en faveur de la recherche, de la formation et du développement agricoles ? Y a-t-il des leçons à retenir du Brésil, de la Malaisie, de la Chine et d'autres pays en développement pour faire en sorte qu'il existe des capacités et des aptitudes scientifiques suffisantes pour assurer l'avenir du DAR dans les pays du Sud ?

Dans l'affirmative, partageons ces histoires de réussite et montrons comment elles ont pu être reproduites, élargies, amplifiées, ou comment elles peuvent l'être pour aider les pays en développement à réformer leurs systèmes de recherche et d'innovation agricoles.

Dans la négative, est-il temps de réfléchir à l'utilité de la kyrielle d'approches participatives et d'envisager de s'attacher davantage au renforcement des capacités des scientifiques des pays en développement à mener de meilleures recherches, à acquérir davantage de connaissances productrices de résultats ?

Par ailleurs, le choix de l'une de ces approches exige-t-il un rejet de l'autre ? Débattons des avantages et des limites de la recherche participative, et des autres possibilités, pour le DAR. Partagez vos expériences, vos pensées et vos références pour étayer votre point de vue. Au moyen de sa **nouvelle plateforme de blogue**, le CTA établira un sommaire de vos contributions à ce débat pour produire un document d'évaluation critique qui sera diffusé auprès de la communauté de la « S&T pour le développement » de par le monde.

Faites connaître votre point de vue sur notre page de blogue.

*Accédez au dossier '**Recherche participative**' du site Knowledge*

Dossiers du mois

Innovation, durabilité, développement : un nouveau manifeste

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13284>



Innovation, durabilité, développement : un nouveau manifeste recommande d'examiner les nouvelles directions que peut prendre le progrès scientifique et technologique pour œuvrer à la construction d'un avenir plus sûr, plus équitable et plus durable. Il a été réalisé par le Centre STEPS (Social, Technological and Environmental Pathways to Sustainability), un centre de recherche mondial

interdisciplinaire et d'engagement politique qui conjugue les études sur le développement avec des études scientifiques et technologiques.

Les générations futures se trouvent confrontées à d'énormes difficultés sociales, environnementales et économiques. Qui plus est, la gestion des affaires mondiales, l'économie et la politique vont souvent à l'encontre des intérêts des pays pauvres et des plus démunis. Relever ces défis mondiaux constitue le grand impératif moral et politique de notre époque. Le Centre STEPS considère que la science, la technologie et l'innovation ont un rôle à jouer à cet égard. Le nouveau manifeste reconnaît en somme la nécessité de mettre en place une nouvelle politique de l'innovation. Il s'agit de se poser les vraies questions du choix : « quelle science ? », « quelles technologies ? » et « quels types de changement ? ».

Un plus grand respect pour la variété culturelle, la diversité régionale et la responsabilité démocratique figure au cœur de ce changement du programme d'innovation mondial. Cela suppose en outre d'ouvrir de nouveaux espaces politiques et de mener une réflexion plus énergique sur les nombreux styles et

directions que la recherche et l'innovation peuvent prendre. Cela signifie toutefois un changement radical des façons dont l'innovation prend forme : établissement des programmes, financement, renforcement des capacités, dispositifs organisationnels et surveillance, évaluation et responsabilité.

Accédez au dossier 'Demandes d'innovation' du site Knowledge

Relancer la recherche agricole et forestière en RDC

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13295>



En partenariat avec l'Union européenne (UE), la FAO pilote les efforts visant à aider la République démocratique du Congo (RDC) à donner un nouveau souffle à sa recherche agricole et forestière. Une initiative majeure en faveur de la recherche agricole et forestière, connue sous le nom de REAFOR et dotée de 8 millions d'euros de l'UE, a été lancée fin 2006.

Le maître d'œuvre du REAFOR est la FAO, qui bénéficie du soutien de nombreux partenaires spécialisés, notamment le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomiques (INERA, RDC) et l'Université de Kisangani (UNIKIS, RDC). Dans le domaine de la foresterie, 13 doctorants et 35 étudiants de maîtrise conduisent des recherches visant à préserver l'un des écosystèmes les plus précieux de la planète, tout en améliorant les moyens d'existence des communautés des forêts ou des alentours, qui en sont fortement tributaires pour leurs revenus et leur subsistance. 24 étudiants (5 en doctorat et 19 en maîtrise) mènent des projets de recherche agricole qui se concentrent sur les cultures vivrières de base comme le manioc et le plantain, et sur la manière de produire plus et mieux en préservant l'environnement et l'écosystème.

Les stations de recherche, du cœur de la forêt pluviale aux hautes collines bordant l'Ouganda ou les savanes du sud-ouest, sont en train d'être remises en état et équipées d'un matériel moderne, afin de doter les étudiants des moyens nécessaires à leurs travaux. (Source : FAO, 14 février 2011)

Accédez au dossier 'Agroforesterie' du site Knowledge

Repenser l'agriculture aux Caraïbes

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13282>



Lors d'un Atelier de commercialisation de l'industrie caribéenne des cacaos fins ayant eu lieu en février 2011 à l'université des West Indies (campus de Saint-Augustin à la Trinité-et-Tobago), le recteur de l'université, le professeur Clement Sankat, a appelé à une reconception des priorités de recherche et des pratiques dans le secteur de l'agriculture aux Caraïbes.

L'adoption d'une nouvelle approche dans ce secteur exige une meilleure compréhension de l'architecture des cultures arboricoles, et notamment l'emploi de nouveaux systèmes de taille, tels que le palissage en V (dit tatura) adapté aux cacaoyers, qui augmentent la production par arbre et réduit les impacts négatifs sur l'environnement.

Des pratiques culturales révisées devraient faciliter la mécanisation, favoriser un accroissement du rendement de la main-d'œuvre et contribuer à une offre d'emplois de qualité supérieure. (Source : Réseau RIE, février 2011)

Accédez au dossier 'Stratégies S&T différenciées' du site Knowledge

L'intérêt commercial international pour le millet africain fait craindre un brevetage accapareur

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13268>



L'African Centre for Biosafety a consacré plusieurs de ses récents rapports sur le nouvel intérêt commercial qui se manifeste au niveau international pour le sorgho, culture indigène d'Afrique et aux demandes de brevets y ayant trait. Ses réflexions portent également sur les questions que soulèvent l'emploi généralisé du sorgho pour produire des biocarburants. Dans le présent rapport, l'ACB étend son examen du nouvel intérêt international pour les cultures indigènes de l'Afrique en portant son attention sur le millet perlé (*Pennisetum glaucum*) et les autres graminées africaines du genre *Pennisetum*.

Les chercheurs étrangers considèrent le millet perlé, graminée du genre *Pennisetum* la plus importante du point de vue économique et pour la sécurité alimentaire, comme très prometteur et susceptible de se prêter à diverses applications. La présente étude fait état d'un projet dû à un gouvernement étranger en Afrique du Sud qui s'intéresse au millet perlé et qui vise à stimuler le développement de l'industrie semencière en Afrique en remplaçant les variétés traditionnelles par des hybrides commerciaux et en créant des millets perlés destinés à des usages spécifiques, notamment pour la nourriture pour volaille et les biocarburants.

Selon l'étude, la fourniture actuellement incontrôlée par des agriculteurs africains de variétés de millet perlé au programme américain de l'INTSORMIL (International Sorghum and Millet Collaborative Research Support), sans accords de transfert de matériel approprié, paraît alarmante et l'on craint que de telles pratiques ne débouchent progressivement sur la biopiraterie. Il semblerait que les arrangements de transfert de semences ne jouissent pas des protections et du partage des bénéfices du système multilatéral au titre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (ITPGRFA). (Source : ACB, février 2011)

Connaissances traditionnelles et biopiraterie : la racine de la maca péruvienne – Série des études de cas mensuelles des PIIPA (février 2011)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13190>



La maca est une herbacée à tubercule pérenne native des Andes péruviennes. Elle possède des propriétés médicinales, accroît notamment la libido, l'énergie et la fécondité, et est un remède à l'insomnie. Depuis des siècles, les populations des Andes se servent des tubercules de la maca pour leurs vertus médicinales et ceux-ci sont aujourd'hui exportés dans le monde entier. L'usage fait par les Péruviens de la maca est un exemple de connaissances traditionnelles (CT).

L'Institut national pour la défense de la concurrence et de la propriété intellectuelle (INDECOPI) est un organisme gouvernemental péruvien chargé de la promotion mercatique et de la protection des droits des consommateurs, ainsi que de veiller à l'honnêteté de la concurrence tout en protégeant toutes les formes de propriété intellectuelle, y inclus les CT. Les préoccupations inspirées par une biopiraterie possible portant sur la racine de la maca sont l'un des motifs qui ont amené le Pérou à établir un groupe de travail au sein de cet organisme. L'INDECOPI a découvert qu'il y avait plus de 100 brevets ayant trait à des inventions en rapport avec les plantes indigènes du Pérou, la racine de la maca, ou qui comprenaient dans leurs revendications des produits dérivés de la maca. Avec l'aide bénévole fournie par les PIIPA, par le biais du cabinet juridique américain Sterne Kessler Goldstein and Fox, PLLC, (SKGF) de Washington, l'accent a été mis sur les brevets américains concernant les extraits de maca.

Le groupe de travail et SKGF, avec le concours de scientifiques et d'exportateurs, ont réuni les documents publiés sur la préparation de la maca et l'emploi de la maca avant les dates de dépôt de la plupart des brevets en question. En 2002, le groupe de travail a également fait opposition à une demande de brevet présentée à l'Office européen des brevets (OEB), laquelle a été rejetée en 2010 par l'OEB, en partie sur la base des documents fournis par l'INDECOPI et le groupe de travail, qui indiquaient un usage antérieur. La Commission nationale anti-biopiraterie a maintenant l'intention de présenter une demande de réexamen d'un autre brevet délivré aux États-Unis en fondant son argumentation sur le rejet du brevet européen. (Source : PIIPA, février 2011)

Accédez au dossier 'Propriété intellectuelle' du site Knowledge

Teintures naturelles à base de plantes médicinales des Caraïbes

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13299>



Cette activité de recherche s'inscrit dans le cadre du projet Mood Indigo Caribbean - Dyeing for the Blues conduit par le Dr Sonia Peter, directrice du département de chimie au Barbados Community College (Collège communautaire de la Barbade), en collaboration avec la Barbados Fashion Alliance, et financé par le PNUD. Une analyse permettra de déterminer si les espèces végétales sélectionnées peuvent fournir des

teintures naturelles. Le cas échéant, ces teintures seront soumises à différents tests pour déterminer leurs caractéristiques chimiques et leur efficacité.

Pendant la période coloniale, la culture de l'indigo a joué un rôle important dans l'économie des Caraïbes. Ce projet vise par conséquent à relancer l'intérêt de l'indigo dans l'industrie textile locale. Des extraits d'autres plantes indigènes utilisées dans la médecine traditionnelle seront en outre analysés par des techniques chromatographiques couplées à la spectrométrie afin de déterminer si elles peuvent servir à produire des teintures naturelles.

De nouveaux agents seront utilisés dans le processus de fermentation de l'indigo et comme agrégat dans le processus de teinture. Tous les tissus seront fabriqués à partir de fibres naturelles, notamment de coton Sea Island, très prisé pour sa qualité. Des tests de toxicité seront également réalisés sur ces teintures naturelles. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à rendre le secteur de l'industrie textile locale plus écologique. (Source : chemistry2011.org, 28 janvier 2011)

Accédez au dossier 'Savoir autochtone' du site Knowledge

La morelle noire : une plante indigène peu appréciée

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13301>



La morelle noire, apparentée à des espèces toxiques, médicinales et comestibles, est une plante herbacée de la famille des Solanacées, comme la tomate, la pomme de terre et l'aubergine. La morelle noire à feuille large est cultivée à grande échelle en Afrique sub-saharienne dans les petites exploitations et les jardins potagers en périphérie des villes.

La morelle noire, parfois nommée « raison de loup » ou « myrtille des jardins », constitue une bonne source de protéines, de fer, de vitamine A, d'iode et de zinc. Elle est traditionnellement utilisée comme plante médicinale, notamment pour soigner les brûlures d'estomac. L'extrait des feuilles de morelle est utilisé pour le traitement de la diarrhée, des infections oculaires et de la jaunisse. On mâche les fruits de la morelle noire pour soigner les ulcères ou les maux d'estomac. S'il n'existe pour le moment pas de statistiques détaillées sur sa culture, la morelle noire est un des légumes-feuilles traditionnels les plus importants d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (et dans une moindre mesure d'Afrique de l'Est), d'après l'encyclopédie PROTA (*Ressources végétales de l'Afrique tropicale*). Le Cameroun produit suffisamment de morelles noires pour pouvoir exporter vers les pays voisins. Selon Patrick Maundu, de Bioversity International, la demande de morelles ne cesse de croître depuis que les supermarchés d'Afrique de l'Est commercialisent le produit.

En septembre 2010, une bourse a été décernée par le Conseil national pour la science et la technologie du Kenya au professeur Mary Onyango-Abukutsa – citée dans le rapport sur *l'Etat du monde en 2011 : des innovations pour nourrir la planète* de l'Institut Worldwatch – pour lui permettre de mener à bien ses recherches sur les légumes traditionnels africains à l'Université d'agriculture et de technologie Jomo Kenyatta. Ses recherches porteront sur trois légumes en particulier : la morelle noire, la plante araignée et l'amarante. Mary Onyango-Abukutsa a été la première lauréate du concours de femmes scientifiques 2008-2009, organisé par le CTA en collaboration avec plusieurs partenaires. (Source : Institut Worldwatch, 7 février 2011)

Accédez aux dossiers 'Sécurité alimentaire' et 'Horticulture' du site Knowledge

SUNRAY : initiative de l'UE contre la malnutrition en Afrique

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13273>



La Commission européenne a donné le feu vert à un ambitieux projet de recherche baptisé SUNRAY [rayon de soleil], qui est l'acronyme de Sustainable Nutrition Research for Africa in the Years to come [Recherche sur la nutrition durable pour l'Afrique durant les années à venir]. Ce projet sera exécuté par un consortium de neuf

institutions – quatre africaines et cinq européennes – et coordonné par l'Institut de médecine tropicale d'Anvers (Belgique).

Le projet SUNRAY a pour objet de trouver des moyens nouveaux et novateurs pour lutter contre le problème de la malnutrition. Le programme des recherches et les priorités seront définis principalement par des chercheurs africains. D'autres institutions et personnes s'intéressant à la nutrition et à des questions connexes en Afrique seront également consultées. Les partenaires africains assumeront la propriété du programme de recherche pour s'assurer de sa durabilité. Les recherches seront intégrées dans des initiatives menées dans d'autres secteurs, tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, la protection sociale et le développement rural, de manière à s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition.

Le projet reliera les recherches aux politiques et à l'action et s'attachera à l'implication d'une large gamme de parties prenantes, notamment des politiciens, des fonctionnaires gouvernementaux, des professionnels de la santé, des nutritionnistes, des organisations de consommateurs et de santé publique, le secteur agro-alimentaire, des décideurs politiques, des organisations non gouvernementales, des entités de la société civile, des organismes des Nations Unies et des bailleurs de fonds. (Source : Institut de médecine tropicale d'Anvers via AlphaGalileo.org, 28 janvier 2011)

CE-ADR : Amélioration du système d'étiquetage qualité

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13276>



La Commission européenne souhaite apporter des améliorations au système d'étiquetage qualité qu'elle emploie pour les produits agricoles et alimentaires traditionnels. Ce système aide à protéger et à promouvoir les noms de marque des produits agricoles et alimentaires traditionnels européens. Depuis sa création en 1992, le système enregistre les produits sous l'un de trois labels : appellations d'origine protégées, indications géographiques protégées et spécialités traditionnelles garanties. La Commission a émis en décembre 2010 une proposition regroupant diverses mesures législatives dite « Paquet qualité 2010 » visant à rationaliser le système et à faciliter la compréhension des concepts et l'emploi des étiquettes.

Le Paquet qualité met en place une politique générale cohérente sur les systèmes de certification, les conditions d'ajout de valeur pour les qualités de produits agricoles, et les normes de produits, couvrant les différents aspects de la qualité, depuis la conformité à des normes minimales jusqu'à la production de produits hautement spécifiques. Le Paquet qualité comprend un nouveau « Règlement relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles », une nouvelle orientation générale sur les normes de commercialisation applicable aux produits agricoles et de nouvelles « Directives sur les pratiques optimales » concernant les systèmes de certification volontaire. Pour l'avenir, la Commission a fait connaître son intention de poursuivre l'étude des problèmes que doivent affronter les petits producteurs pour participer aux systèmes de qualité de l'Union, ainsi que les producteurs de montagne pour commercialiser leurs produits.

Pour les agriculteurs et les producteurs de denrées alimentaires de l'ACP, des normes de qualité nationales ou régionale pourraient les aider à commercialiser leurs produits à l'étranger. L'initiative de la CE pourrait établir une situation de référence pour le processus de certification de la qualité et appuyer les pays ACP dans leurs efforts visant à accroître les exportations de produits agricoles de qualité reconnue. Toutefois, les pays ACP devront améliorer leur infrastructure matérielle et humaine pour tirer parti des opportunités. (Source : Site web CE-ADR, 15 février 2011)

Accédez au dossier 'UE et les S&T' du site Knowledge

La CEDEAO appelle à une amélioration des produits à base agricole

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13280>



Le Commissaire de la CEDEAO pour l'agriculture, l'environnement et les ressources en eau, M. Ousseini Salifou, a souligné la nécessité pour les États membres de la CEDEAO d'améliorer la qualité de leurs produits à base agricole, afin d'accroître les échanges commerciaux nationaux et intracommunautaires. Il s'est exprimé sur la question le 28 février 2011, lors de l'ouverture d'un « Atelier de sensibilisation sur la création et/ou le renforcement des comités des normes sanitaires et phytosanitaires (NSP) et la formation de formateurs aux arguments à base scientifique » d'une durée de six jours à Bamako (Mali).

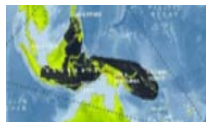
L'atelier visait à sensibiliser à l'importance de la participation des pays africains aux réunions internationales de définition des normes et au projet PAN-SPSO 'Participation des nations africaines aux organisations de normalisation dans les domaines sanitaires et phytosanitaires' – en anglais); le PAN-SPSO est une initiative menée en coopération entre l'Union européenne, le Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Secrétariat ACP), la Commission de l'Union africaine et des communautés économiques régionales (CER).

Le projet, qui réunit 47 pays ACP, est exécuté en partenariat avec sept CER. La facilitation du commerce et de la commercialisation des animaux et produits animaux dans le respect des normes sanitaires et phytosanitaires est l'une des principales missions du Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (AU-IBAR). Les institutions africaines participent peu aux activités des grandes organisations de normalisation. Leur manque de personnel compétent, ainsi que d'autres capacités, les empêche d'y contribuer et d'en tirer parti et vient accroître leur inefficacité dans l'adoption de positions communes sur les questions des NSP. Au nombre des principales activités du projet figureront l'appui institutionnel, l'harmonisation régionale et continentale, le renforcement des capacités techniques et le recueil et le partage d'information. (Source : CEDEAO/ECOWAS, 28 février 2011)

Accédez au dossier 'Sécurité sanitaire' du site Knowledge

Effets protecteurs d'un réseau de récifs coralliens sur les stocks halieutiques de l'Asie et du Pacifique

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13278>



Des recherches menées par Johnathan Kool (et ses collègues) du Centre d'excellence pour les études des récifs coralliens du Conseil australien de la recherche et de l'université James Cook (Australie) ont établi que la région marine la plus riche de notre planète, le Triangle corallien de l'Indonésie, de la Malaisie et des Philippines dépend de manière vitale pour sa diversité et sa résilience des larves de coraux et de

poissons apportées par les courants de la mer de Chine méridionale et des Îles Salomon.

Une équipe scientifique internationale a démontré que de solides liens entre les récifs coralliens de la mer de Chine méridionale, du Pacifique ouest et du Triangle corallien sont vitaux pour préserver les ressources halieutiques et marines de la région Asie-Pacifique. Le maintien d'interrelations entre les récifs, qui permettent aux larves de se déplacer entre eux et de repeupler les zones appauvries, est essentiel pour sauver les écosystèmes coralliens menacés par les pressions anthropiques et les changements climatiques. Six pays du Triangle corallien (Indonésie, Philippines, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Timor Leste) œuvrent actuellement de concert pour renforcer la gouvernance et la gestion des récifs coralliens, dans le cadre d'un arrangement dit Initiative du Triangle corallien.

L'article "Connectivity and the development of population genetic structure in Indo-West Pacific coral reef communities" [La connectivité et le développement de la structure génétique des populations dans les communautés des récifs coralliens de l'Indo-Pacifique ouest], par Johnathan T. Kool, Claire B. Paris, Paul H. Barber et Robert K. Cowen, est publié dans le dernier numéro de *Global Ecology and Biogeography*. (Source : ARC, 22 février 2011)

État de la pêche et de l'aquaculture dans le monde 2010

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13279>



L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vient de publier son rapport intitulé *State of the World's Fisheries and Aquaculture 2010*, qui souligne le fait que la contribution du poisson à la consommation alimentaire mondiale a augmenté mais que l'état des stocks halieutiques mondiaux ne s'est pas amélioré.

Le rapport note qu'environ 32 % des stocks halieutiques du monde sont, estime-t-on, surexploités, épuisés ou en phase de reconstitution, alors que 15 % seulement des stocks surveillés par la FAO sont sous-exploités ou modérément exploités. Le rapport signale l'importance croissante de l'aquaculture pour satisfaire la demande mondiale de poisson et complimente les entreprises aquicoles de l'Asie du Sud-est pour l'amélioration de leur gestion.

Outre les pêches maritimes, le rapport souligne l'importance des pêches dans les eaux intérieures et les difficultés particulières auxquelles celles-ci font face en raison des barrages hydroélectriques et des systèmes d'irrigation. Il décrit les efforts déployés pour lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée par le biais de mesures commerciales et de l'enregistrement mondial des bateaux de pêche. Le rapport comporte également une section consacrée aux « implications des changements climatiques pour la pêche et l'aquaculture ».

Accédez au dossier 'Bétail et Pêche' du site Knowledge

Haut de page

Développements | Suivez les plus récents flux RSS de cette section

CTA/RADA – Rapport de l'Atelier national de 2010 sur l'expérimentation et l'innovation chez les agriculteurs à l'intention des agents de vulgarisation

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13213>



Ce rapport expose en détail les résultats d'un atelier de formation de quatre jours pour 26 agents de vulgarisation, consacré à l'expérimentation et à l'innovation chez les agriculteurs, qui s'est tenu du 28 septembre au 1er octobre 2010 à la Mona Visitors Lodge de l'université des West Indies. L'atelier visait à renforcer les capacités des experts nationaux à repérer, caractériser et apprécier l'innovation de la part des agriculteurs en tant que stratégie d'amélioration du système de technologie et d'innovation agronomique (ASTI) en Jamaïque.

Signature d'un projet de 12 millions de dollars pour l'utilisation des TIC dans les universités ouest-africaines

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13204>



La directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et le Président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Soumaila Cissé, ont signé un accord afin de lancer un projet d'un montant de 12 millions de dollars EU destiné à renforcer les capacités des universités d'Afrique de l'Ouest.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une vaste coopération amorcée en 2006 par l'UNESCO et l'UEMOA. Elle vise à développer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) en vue de soutenir les réformes de l'enseignement supérieur dans les états membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Niger, Mali, Sénégal et Togo). D'une durée de trois ans, ce projet vise à installer des infrastructures d'accès aux TIC, à la fois matérielles et virtuelles, dans les établissements d'enseignement supérieur. Les campus de huit universités, une dans chaque pays de l'UEMOA, seront équipés de la fibre optique et de salles dotées d'accès à Internet à haut débit d'au moins 200 ordinateurs par campus. Outre la création d'une bibliothèque virtuelle interconnectée au niveau régional, à laquelle seront reliées les universités, le projet prévoit la mise en place d'un cyber-institut qui dispensera des cours en ligne.

Une base de données centrale permettant de calculer l'accumulation des crédits des étudiants de toutes les universités publiques sera créée afin d'harmoniser les normes académiques et de faciliter la mobilité des étudiants. Ce projet sera mis en œuvre par le bureau sous-régional de l'UNESCO à Bamako, au Mali.

Bioéthanol de canne à sucre : quelles implications pour l'environnement ?

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13310>

Un article paru dans la revue *Global Change Biology Bioenergy* a évalué le niveau de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) du bioéthanol



de canne à sucre par rapport aux carburants fossiles. Les chercheurs ont longtemps plaidé pour la promotion des carburants d'origine végétale, issus de la biomasse, comme source d'énergie renouvelable durable au plan environnemental, mais se sont rarement posé la question de savoir si l'avantage potentiel de l'éthanol produit à partir de la canne à sucre pour le climat diminuait compte tenu des émissions dues à la gestion de l'utilisation des terres. Les chercheurs ont étudié les systèmes de production d'éthanol à partir de la canne à sucre pour identifier les sources d'émissions de gaz à effet de serre. Selon eux, les changements dans l'affectation des sols, la fertilisation, le brûlage des résidus et le labour exercent l'impact le plus fort sur les émissions de GES.

Afin d'obtenir des réductions réelles d'émissions de gaz à effet de serre, le Dr. Cardoso Lisboa et ses co-auteurs suggèrent des changements à toutes les étapes de la production de canne à sucre. Par exemple, l'apport simultané d'eau d'irrigation et d'engrais permettrait de réduire les taux de fertilisation pour la production de canne à sucre. De plus, le passage des pratiques de brûlage pré-récolte de la canne aux systèmes de culture sans labour ou comportant un minimum de perturbation du sol, associés à une récolte mécanique unique, permettrait de maintenir voire d'augmenter les stocks de C et N du sol. (Source : Alphagalileo, 2 mars 2011)

Haut de page

Publications | Suivez les plus récents flux RSS de cette section

Nature et portée de la recherche en Afrique (Rapport sur la recherche mondiale de Thomson Reuters)

Adams, J.; King, C.; Hook, D.; Thomson Reuters, 2010
<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13202>

Ce rapport identifie les grands traits caractéristiques de la recherche en Afrique. Si, globalement, le volume des activités de recherche sur le continent demeure relativement faible, chaque pays apporte en revanche une contribution qualitative notable et de haut niveau à la recherche scientifique.

L'Afrique est confrontée à d'énormes défis et la recherche traditionnelle permettrait d'apporter des réponses à la fois efficaces et ciblées, selon les auteurs il n'existe pas de relation clairement établie entre d'une part, la quantité et l'éventail de ressources dont dispose un pays et, d'autre part, le niveau et le volume des ses contributions à la recherche. Par exemple, le Malawi, dont le nombre d'articles scientifiques publiés annuellement est dix fois inférieur à celui du Nigeria, produit une recherche de qualité bien au-delà du niveau moyen de référence international, alors que les potentialités de la recherche scientifique au Nigeria restent en-deçà des besoins nationaux.

L'avenir de la recherche en Afrique dépend dans une large mesure de la capacité des pays à promouvoir la croissance, à travers notamment le développement du leadership, la multiplication des projets d'investissement au niveau local, la création et l'appui aux infrastructures clés, en vue d'attirer et d'aider les partenaires qui, pour l'heure, disposent de ressources limitées, concluent les auteurs.

Indications géographiques, conservation in situ et savoirs traditionnels

Larson Guerra, J.; Note d'orientation n°3 de l'ICTSD, Novembre 2010
<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13314>

Jorge Larson Guerra, biologiste à l'Université nationale du Mexique, a rédigé une note d'orientation dans le cadre du projet du Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) sur les ressources génétiques. Après avoir introduit le concept d'indication géographique et fait valoir l'intérêt qu'il présente, l'auteur décrit le cadre juridique des indications géographiques dans les pays en développement, en mettant l'accent sur les efforts qu'ils ont déployés pour mettre en œuvre et promouvoir ce concept dans leurs domaines de compétence. Il décrit également les filières bénéficiant d'indications géographiques spécifiques et explique de manière approfondie leur rôle dans la préservation des patrimoines biologiques et les savoirs traditionnels.

Cette note d'orientation contient de nombreuses références et fournit des informations actualisées sur les indications géographiques, naturellement placées au cœur des politiques de développement agricole. Selon l'auteur, « il faut mettre fin au manque d'intérêt suscité par les indications géographiques dans les débats sur la conservation in situ et la protection des savoirs traditionnels, et réfléchir sur leurs inconvénients possibles pour les pays en développement et sur leur contribution positive aux projets de conservation et de développement dans les zones rurales à travers le monde ».

Le tracé d'un avenir plus radieux : analyse spatiale et politiques d'élevage en faveur des pauvres en Ouganda

Henninger, N.; Landsberg, F.; Ministère de l'Agriculture ougandais et BoStats, FAO, ILRI; 2010
<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13319>

Ce rapport, commissionné par l'Institut des ressources mondiales aux Etats-Unis, examine les relations spatiales entre la pauvreté, les systèmes de production d'élevage et l'implantation des services destinés à l'élevage à l'aide de données de cartographie comparée pour s'assurer que les petits exploitants et les zones de pauvreté extrême tirent profit des investissements publics affectés au secteur de l'élevage. Le processus de compilation des données, de production des cartes et d'analyse cartographique a montré que :

- les analystes travaillant avec le Bureau des statistiques de l'Ouganda, le ministère ougandais de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et d'autres collaborateurs peuvent associer les cartes de pauvreté aux cartes mettant en perspective la typologie des systèmes d'élevage et leur répartition, les zones de surplus et de pénurie de lait, ainsi que les zones à fort risque de maladies, afin de mettre en évidence leurs interactions, qui ne sont pas immédiatement visibles ou observables autrement.
- les analystes peuvent, à partir de ces relevés cartographiques, créer de nouveaux indicateurs

et de nouvelles cartes juxtaposant les niveaux de pauvreté, ainsi que les types et les niveaux de production (viande, lait).

- les analystes peuvent utiliser ces indicateurs et ces cartes pour sélectionner des zones géographiques correspondant à des profils de pauvreté et d'élevage spécifiques afin de cibler les populations les plus pauvres.
- les décideurs peuvent utiliser ces indicateurs et ces cartes pour faire des choix plus éclairés et plus transparents au moment d'allouer les investissements au secteur de l'élevage et communiquer ces priorités au public.

Les cartes des zones de surplus et de pénurie de lait permettent de mettre en lumière des différences géographiques concernant les opportunités de marché pour les petits producteurs de lait. Ces informations peuvent aider les décideurs, les chercheurs spécialisés dans les produits laitiers et les agences de développement à mieux cibler la diffusion des connaissances, les investissements en infrastructures de marché et les prestations de services aux producteurs de lait.

Le monde de l'agriculture biologique 2011

Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFAOM)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13323>

La 12^{ème} édition de « The World of Organic Agriculture » (*Le monde de l'agriculture biologique*) comprend un chapitre général sur l'agriculture biologique dans le monde, la situation et les tendances de développement. Cette étude présente les contributions des représentants du secteur bio ainsi que des statistiques complètes compilées par l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) et l'IFOAM. Elle fournit un riche matériel documentaire sur les surfaces agricoles biologiques dans le monde et propose des informations spécifiques sur l'utilisation des terres dans les systèmes de production biologique, les exploitations agricoles et les intervenants de la filière, ainsi que des données sur le marché des produits biologiques.

Cet ouvrage propose également des informations sur le marché mondial de l'alimentation biologique, les avancées les plus récentes en matière de certification biologique, ainsi que des informations relatives aux normes et réglementations sur tous les continents. Il contient en outre un chapitre consacré à l'apiculture et à la normalisation volontaire, ainsi que plusieurs rapports pays : Arménie, Australie, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, Indonésie, Kazakhstan, République de Corée, Îles du Pacifique, Suisse, Tunisie, Ouganda, États-Unis et Ukraine.

Agriculture, alimentation et eau : les nanotechnologies au service des plus pauvres

Gruère, G.; Narrod, C.; Abbott, L.; IFPRI; 2011

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13324>

Ce document présente tout d'abord une évaluation rapide des technologies les plus susceptibles d'exercer un impact significatif sur la réduction de la pauvreté, à travers notamment l'augmentation de la productivité agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire, hydrique et nutritionnelle. Il passe en revue les principaux obstacles au déploiement et à l'adoption de ces technologies par les pauvres. Il examine enfin le rôle potentiel du CGIAR pour faciliter l'accès des pauvres aux bénéfices de ces nanotechnologies.

Propriété intellectuelle et développement humain : tendances actuelles et scénarios futurs

Conseillers en propriété intellectuelle d'intérêt public (PIIPA); 2011

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13197>

Elaboré par l'équipe internationale de professionnels de la propriété intellectuelle (PIIPA) et les partenaires du développement humain, cet ouvrage étudie l'impact social des lois et réglementations consacrées à la propriété intellectuelle sur la santé, la sécurité alimentaire, l'enseignement, les nouvelles technologies, la préservation de l'héritage bio-culturel. Il examine dans quelle mesure il est possible d'adapter les cadres de référence sur la propriété intellectuelle pour répondre aux besoins socio-économiques des pays à différents stades de développement, compte tenu des contextes locaux et des milieux culturels différents.

Plusieurs scénarios du futur sont examinés. Véritable ressource pour les décideurs, les différents intervenants, les ONG et les étudiants, cet ouvrage met en exergue les modèles d'innovation alternatifs qui émergent pour répondre aux nombreux défis, comme les maladies négligées ou résurgentes dans les pays en développement et la multitude de possibilités créatives de l'Internet. Les chapitres mettent l'accent sur l'accès équitable des individus et des communautés à la propriété intellectuelle – matériels protégés, tels qu'un médicament, une variété végétale, une technologie propre, un manuel ou un chant – mais aussi sur le renforcement de leurs propres capacités en matière de participation culturelle et d'innovation.

Les sols des Caraïbes

Ahmad, N.; CTA/Ian Randle Publishers; 2011

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13217>

Les sols des Caraïbes constituent les ressources les plus précieuses de la région. Une utilisation appropriée des sols favorise la sécurité alimentaire, l'augmentation des exportations de produits agricoles et contribue au développement de l'habitat, du tourisme et de l'industrie, mais aussi des installations récréatives et sportives. Le livre se divise en deux parties : la première partie dresse un panorama de la situation géographique au niveau régional, identifie les caractéristiques communes des sols et leurs modes de gestion, et passe en revue les systèmes de classification d'utilisation des terres en vigueur.

La seconde partie présente une série d'études pédologiques détaillées (géologie, relief, climat et végétation) menées dans chaque pays des Caraïbes. Les textes sont agrémentés de nombreuses cartes, de chiffres et de tableaux. Celle-ci propose également une section illustrée de photos de sols mettant en exergue les spécificités propres à chaque pays.

TEEAL : concours de mémoires de recherche de troisième cycle 2011

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13144>

La Bibliothèque agricole électronique de référence (TEEAL) a le plaisir d'annoncer le lancement du premier concours de mémoires de recherche s'adressant à des étudiants de troisième cycle originaires de pays africains qui bénéficient d'un accès à TEEAL. TEEAL invite les étudiants de maîtrise et de doctorat à soumettre leur mémoire de recherche dans les domaines de la production alimentaire, la sécurité alimentaire, la politique agricole et alimentaire, et le développement rural. TEEAL est une bibliothèque numérique qui contient des articles de référence consacrés à l'agriculture et aux sciences connexes. Les chercheurs, les étudiants, les personnels universitaires et les bibliothécaires ont accès à des milliers d'articles en texte intégral au format PDF sans être connectés à Internet. Ce concours est ouvert uniquement aux étudiants de maîtrise et de doctorat qui sont inscrits à un programme de troisième cycle ou doivent passer leur examen en 2011. Les étudiants de premier cycle et les enseignants ne peuvent participer à ce concours. **Date limite d'inscription : 31 mai 2011.**

Bourse doctorale en phytogénétique du Centre africain pour l'amélioration des cultures

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13326>

Le Centre africain pour l'amélioration des cultures de l'Université du KwaZulu – Natal, Pietermaritzburg (Afrique du Sud), offre cette bourse prestigieuse à de jeunes chercheurs africains désireux de faire carrière dans le domaine de la phytogénétique. L'objectif du Centre est de former des phytogénéticiens africains, en Afrique, sur les cultures africaines. Cette formation implique deux années d'études à l'Université du KwaZulu – Natal et trois années d'expérience sur le terrain dans le pays d'origine des étudiants, au sein de leurs institutions respectives. Les plantes cultivées par les étudiants sont destinées à assurer la sécurité alimentaire : céréales, légumes, racines et tubercules. Les candidats sélectionnés commenceront leurs études en janvier 2012. **Date limite de soumission des candidatures : 31 octobre 2011.**

Prix de l'Organisation mondiale des femmes scientifiques du Tiers-Monde 2011

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/8716>

Avec l'appui de l'Académie des sciences pour le monde en développement (TWAS) et de la Fondation Elsevier, des prix de 5 000 dollars EU seront attribués aux meilleures femmes scientifiques dans trois catégories (biologie, chimie et physique/mathématiques) pour chacune des quatre régions du monde en développement (Afrique, région arabe, Asie et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes). Vous pouvez télécharger ici des informations supplémentaires ainsi que le formulaire de candidature. **Date limite de soumission des candidatures : 30 avril 2011.**

Bourses de recherche MS/doctorat 2011 au SEARCA

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13328>

Lancé au titre de l'année universitaire 1968-1969, ce programme de bourses d'études supérieures vise à renforcer les capacités d'évolution et d'adaptation des chercheurs et professionnels de l'agriculture de l'Asie du Sud-Est face aux enjeux du développement durable dans le monde. Le programme offre un appui financier aux étudiants de maîtrise et de doctorat dont les travaux de recherche s'inscrivent dans les thématiques prioritaires de l'organisation (agriculture, foresterie et domaines connexes). Le SEARCA prépare les professionnels hautement qualifiés œuvrant dans le domaine du développement agricole et rural à des postes de responsabilité dans les pays membres de la SEAMEO. **Date limite de soumission des candidatures : 30 juillet 2011.**

Haut de page

19ème conférence-exposition européenne sur la biomasse

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13210>

La 19ème conférence-exposition européenne sur la biomasse, la principale plate-forme pour les spécialistes de la biomasse dans le monde, aura lieu à Berlin, en Allemagne, du 6 au 10 juin (Conférence) et du 6 au 9 juin (Exposition). L'exposition couvre tout l'éventail des questions de bioénergie, dont l'utilisation des produits dérivés de la biomasse et les technologies de conversion. Elle vise à promouvoir le développement de la bioénergie, cible une variété d'acteurs intéressés par l'utilisation commerciale de la biomasse et permet de nouer des contacts fructueux pour leurs activités. Le bulletin de février 2011 relatif à la conférence est disponible ici.

Lieu : Centre international des congrès (ICC), Berlin, Allemagne.

Dates : Conférence 6-10 Juin 2011; Exposition 6-9 Juin 2011.

Haut de page

Ressources végétales de l'Afrique tropicale (PROTA)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13308>

La stratégie de PROTA est axée sur la mise en place et la gestion de son produit phare PROTA4U (<http://www.prota4u.org/>), un système dynamique et interactif accessible depuis le Web, en anglais et en français, qui offre des informations détaillées sur 7000 – 8000 plantes utiles d'Afrique tropicale.



Afin de s'assurer que les informations scientifiques auront le plus de répercussions possibles sur les utilisateurs finaux, PROTA poursuit sa stratégie fondamentale en trois étapes :

1. **Synthèse des connaissances**

- Synthèse de la littérature mondiale dispersée sur les plantes et publication d'informations détaillées sur chaque espèce utile.
- Consultations des intervenants destinées à recenser les espèces prioritaires, les lacunes de la recherche et du développement, les besoins politiques et de conservation, et les technologies prêtes à être diffusées aux agriculteurs.
- Actualisation et mise au point permanentes des produits bilingues axés sur la demande pour les adapter aux groupes cibles de PROTA.

2. **Diffusion des connaissances**

- Diffusion ininterrompue des produits PROTA grâce à PROTA4U, au manuel et à la série de CD-Rom, aux partenaires indispensables en Afrique, aux systèmes de vulgarisation agricole, aux projets locaux, aux ateliers et aux séminaires ciblés, à la presse, à la radio et à la télévision.

3. **Utilisation des connaissances**

- Promotion proactive de la meilleure utilisation des informations par les utilisateurs de PROTA (responsables politiques, organisations de développement intermédiaires et utilisateurs finaux) pour influencer les stratégies, faire progresser la recherche et introduire des technologies prêtes à l'emploi.
- Elaborer des produits en leur donnant une valeur ajoutée, encourager l'enseignement et la formation et améliorer les conditions de vie.

Haut de page

Si vous n'êtes pas abonnés à l'infolettre 'Knowledge' et si vous souhaitez recevoir les prochains numéros, consultez le site web **Connaissances pour le développement** ou envoyez un courriel en blanc à l'adresse join-knowledge-fr@lists.cta.int

Vous pouvez vous désabonner en envoyant un courriel en blanc à l'adresse leave-knowledge-fr@lists.cta.int

Éditeur: CTA

Coordination: Judith Francis (CTA) et Rutger Engelhard (Contactivity)

Recherche: Cédric Jeanneret



Le CTA est une institution du groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'UE (Union européenne) dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.